
Syrie: le meilleur atout de la Russie au Moyen-Orient



Andrej Kreutz

Novembre 2010

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2010

ISBN : 978-2-86592-783-8

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE

TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00

FAX : 33 (0)1 40 61 60 60

E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES

TEL. : 32(2) 238 51 10

FAX : 32 (2) 238 51 15

E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- Stephen Blank, « La politique russe en Extrême-Orient : quelle alternative à la Chine ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 54, août 2010 ;
- R. Craig Nation, « Redémarrage des relations russo-américaines : premiers résultats », *Russie.Nei.Visions*, n° 53, juillet 2010 ;
- Julien Nocetti, « Le Kremlin à La Mecque : le pèlerinage saoudien de la diplomatie russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 52, juin 2010.

Retrouvez la bibliothèque de la collection *Russie.Nei.Visions* en ligne via *Pearltrees* <www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/map/1_87829/>.

Auteur

Andrej Kreutz a étudié le droit international et l'histoire européenne à l'Université Jagiellonian (Cracovie, Pologne), ainsi que les relations internationales à l'Université de Toronto (Canada), où il a obtenu son doctorat. Il a notamment publié *Vatican Policy on the Palestinian-Israeli Conflict: The Struggle for the Holy Land* (New York, Greenwood, 1990) et *Russia in the Middle East: Friend or Foe ?* (Westport, Praeger Security International, 2007). Il a enseigné jusqu'en 2010 à l'université de Calgary et au Mount Royal College de Calgary (Canada).

Sommaire

RÉSUMÉ	4
INTRODUCTION	5
DE L'« AMITIÉ SOCIALISTE » AU PRAGMATISME POLITIQUE.....	7
La Syrie dans la politique moyen-orientale de la Russie	8
Le facteur israélien	10
RUSSIE RENAISSANTE, SYRIE ISOLÉE : UN RAPPROCHEMENT DICTÉ PAR LA NÉCESSITÉ ?	12
Le soutien de la Syrie à la politique moyen-orientale de la Russie	12
La fin de l'isolement international de la Syrie ?	13
DIPLOMATIE MILITAIRE.....	19
Une coopération militaro-technique essentielle mais inégale	19
Préserver les fragiles équilibres militaires.....	20
CONCLUSION	23

Résumé

En règle générale, la politique de la Russie à l'égard de la Syrie et du Grand Moyen-Orient est destinée principalement à promouvoir les intérêts politiques et économiques russes dans la région et à protéger les frontières méridionales du pays. Pendant longtemps, le Kremlin s'est appuyé sur la Syrie, dont le rôle semble voué à diminuer dans la mesure où la Russie se rapproche de plus en plus des autres pays de la région, tant au niveau politique qu'économique. Il n'en reste pas moins que la Syrie va demeurer un partenaire privilégié de Moscou dans l'Orient arabe, grâce à son indépendance relative vis-à-vis de l'Occident, à son gouvernement séculier, à la solidité de la relation bilatérale et au fait qu'elle offre un accès à la mer Méditerranée. Les rapports russo-syriens ont toujours été d'une nature plus politique et stratégique qu'économique. En cela, ils se distinguent des relations que la Russie entretient avec l'Arabie saoudite et d'autres États arabes de la région.

Introduction

Après la chute de l'URSS, la Russie, très affaiblie, s'est focalisée sur les anciennes républiques soviétiques. Les pays arabo-musulmans du Moyen-Orient ont néanmoins continué à représenter de l'intérêt pour Moscou. La Russie, où réside la minorité musulmane la plus importante d'Europe¹, souhaite maintenir de bonnes relations avec les principaux pays du monde musulman, dont le soutien lui est utile dans sa lutte contre le terrorisme anti-russe et le séparatisme caucasien. Les attentats à la bombe survenus dans le métro de Moscou en mars 2010 ont rappelé au monde que la Russie se trouve toujours sous la menace d'attaques terroristes de grande ampleur et des mouvements séparatistes du Caucase du Nord. L'Islam est partie intégrante de la Russie et représente un élément important de son avenir. De ce fait, les relations avec les États musulmans peuvent se révéler plus importantes pour Moscou que pour les États-Unis ou les pays occidentaux. Elles doivent donc être préservées et développées.

La nécessité de disposer d'un accès stratégique à la mer Méditerranée est une préoccupation tout aussi cruciale pour la Russie. Un tel accès lui ouvrirait la voie de l'océan Indien et renforcerait la sécurité de son flanc sud. Moscou, qui se sent cernée par des membres de diverses alliances pro-occidentales (même au sein de la CEI), cherche à éviter l'encerclement et à trouver des alliés auprès des pays arabes, qui n'ont jamais subi la conquête russe et font preuve, pour la plupart, d'une attitude amicale et réceptive aux efforts diplomatiques de la Russie – à l'exception peut-être de certains pays producteurs de pétrole, en particulier l'Arabie saoudite.

De tous les pays arabes, la Syrie est sans doute l'un des États les plus indépendants vis-à-vis de l'Occident et entretient depuis longtemps des relations solides avec Moscou. Ces relations ont toujours été d'une nature principalement politique et stratégique. Cependant, les événements récents au Moyen-Orient et le rapprochement politique et économique de la Russie avec la quasi-totalité des États de la région tendent à atténuer l'importance de Damas aux yeux du Kremlin. La Syrie, de son côté, cherche à rompre son isolement international en améliorant ses relations avec des pays occidentaux. La Chine est une puissance éloignée et

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

¹ Selon le rapport du Pew Research Center « On Mapping the Global Muslim Population », au 8 octobre 2009, la Russie comptait 16 482 600 musulmans, soit 11,7 % de sa population totale. Cependant, les vrais chiffres sont difficiles à établir. Il faut distinguer les musulmans pratiquants, des personnes de culture musulmane, ces dernières étant probablement beaucoup plus nombreuses. Les peuples de l'ex-URSS ayant été soumis à une campagne anti-religieuse pendant plusieurs décennies, les appartenances religieuses n'ont souvent survécu que sous la forme de traditions sociales et culturelles.

apparemment auto-centrée – même si elle considère la Syrie comme un carrefour commercial à l'importance croissante pour ses intérêts commerciaux au Moyen-Orient et en Afrique². Mais jusqu'ici, la politique syrienne dans ces deux directions n'a pas été couronnée de succès. Par conséquent, le régime de Damas continue de dépendre largement du soutien diplomatique – souvent mesuré – de la Russie.

Au final, il s'agit pour Moscou de se doter de leviers permettant d'augmenter sa marge de manœuvre dans le monde arabo-musulman et de demeurer ainsi un acteur de poids sur la scène internationale. Moscou ne veut pas être impliquée dans un conflit entre la Syrie et Israël (qui s'opposent autour de la souveraineté du plateau du Golan, officiellement annexé par Israël en 1981) et s'efforce de garder des relations équilibrées avec les deux pays sans s'aliéner les États-Unis et les principaux États arabes³.

² C. Lin, « Syria in China's New Silk Road Strategy », *China Brief*, The Jamestown Foundation, vol. 10, n° 8, avril 2010, <[www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx_ttnews\[tt_news\]=36264&cHash=ac6dfc2626](http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx_ttnews[tt_news]=36264&cHash=ac6dfc2626)>.

³ J. Nocetti, « Le Kremlin à La Mecque : le pèlerinage saoudien de la diplomatie russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 52, juin 2010, <www.ifri.org/downloads/ifrinocettirusaudiarabiaengmay2010.pdf>.

De l'« amitié socialiste » au pragmatisme politique

L'URSS a établi des relations diplomatiques avec la Syrie en 1944, avant même que la communauté internationale ait formellement reconnu l'indépendance de celle-ci en avril 1946. Du milieu des années 1950 à la fin des années 1980, les deux pays ont développé des rapports bilatéraux à multiples facettes. Selon l'historien américain Walter Laqueur, « la Syrie apparaissait comme un choix plus prometteur que l'Égypte pour des investissements soviétiques massifs et pour incarner une vitrine politique de tous les avantages dont était porteuse l'aide de l'URSS »⁴. D'ailleurs, après la rupture du président égyptien Sadate avec le bloc soviétique et son alliance avec les États-Unis dans les années 1970, l'assistance de Moscou à Damas a atteint son apogée, la Syrie devenant alors le premier client non-communiste d'armes soviétiques⁵. Cependant, même à cette époque, en dépit des fréquentes demandes syriennes, l'URSS n'était pas prête à porter son soutien à Damas au même niveau que la protection et l'assistance accordées à Israël par les États-Unis.

Le déclin des relations soviéto-syriennes s'est fait sentir dès le début des années 1980, mais la perestroïka lancée par Mikhaïl Gorbatchev a provoqué un changement radical du rapport de Moscou à Damas. Les livraisons d'armes soviétiques à la Syrie ont rapidement diminué, tandis que le rapprochement soviéto-israélien et l'afflux d'immigrés juifs soviétiques en Israël ont constitué une pierre d'achoppement majeure entre les deux partenaires⁶. Les fondements des relations soviéto-syriennes, avant tout idéologiques, se sont rapidement évaporés. Après la désintégration de l'Union soviétique en décembre 1991, la Fédération de Russie a dû recréer une politique moyen-orientale à partir de zéro.

Dans les années 1990, les relations russo-syriennes ont repris leur vitalité mais, partiellement restaurées après un hiatus de 1992 à 1994, elles n'étaient plus que l'ombre de ce qu'elles avaient été à l'époque soviétique⁷. Il a fallu un certain temps pour que la Syrie reprenne une place substantielle dans la diplomatie moyen-orientale de Moscou. Cette place a

⁴ W. Laqueur, *The Struggle for the Middle East : The Soviet Union in the Mediterranean 1958-1968*, Londres, Macmillan, 1969, p. 94.

⁵ D. Hopwood, *Syria 1945-1986 : Politics and Society*, Londres, Unwin Hyman, 1988, p. 76.

⁶ R.A. Hinnebusch, « Revisionist Dreams, Realist Strategies : The Foreign Policy of Syria », in B. Korany, A.E. Hillal Desouki (eds.), *The Foreign Policies of Arab States*, Boulder CO, Westview Press, 1989, p. 293.

⁷ A. Kreutz, *Russia in the Middle East : Friend or Foe ?*, Westport, Praeger Security International, 2007, p. 18-25.

été, en grande partie, déterminée par des événements régionaux et mondiaux.

La Syrie dans la politique moyen-orientale de la Russie

Au début des années 1990, la communauté internationale, dominée par les États-Unis, n'a pas voulu considérer la Russie comme un pays « normal ». De nombreux facteurs – son passé soviétique, certains troubles intérieurs, son imposant arsenal nucléaire et l'étendue de son territoire – ont rendu son intégration parmi les pays occidentaux difficile, si ce n'est impossible. L'expansion de l'OTAN en 1999 puis en 2004 à son voisinage a profondément irrité Moscou. Les autorités russes ont alors progressivement repris à leur compte les perceptions des menaces géopolitiques de leurs prédécesseurs soviétiques. Ce sentiment de vulnérabilité s'est accru à cause des tensions chroniques dans le Caucase du Nord, qui se sont répercutées sur la population musulmane de Russie. Après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et surtout après la guerre menée par les États-Unis en Irak, la diplomatie russe vis-à-vis des pays arabes et moyen-orientaux est redevenue un outil de premier ordre permettant d'assurer la sécurité de la Russie et de contribuer à son développement économique. Sous Poutine, les relations avec la Syrie et le reste du monde arabe se sont voulues prudentes et placées sous le signe de la défense pragmatique des intérêts russes. Au moment même où la Russie cherche à réaffirmer sa présence au Moyen-Orient, tous les pays arabes souhaitent qu'elle joue un rôle politique plus actif dans la région. Le président syrien a eu une formule significative en affirmant que « le monde arabe fond[ait] de grands espoirs sur le renforcement du rôle international de Moscou »⁸. Les leaders égyptien, saoudien et jordanien, ainsi que d'autres dirigeants arabes « modérés » et pro-occidentaux ont exprimé des opinions similaires⁹. La Russie possède ses propres intérêts stratégiques au Moyen-Orient, parmi lesquels la sécurisation de son flanc sud, de bonnes relations avec le monde musulman et l'accès à la Méditerranée. C'est pourquoi de nombreux experts russes s'inquiètent de l'influence prédominante des États-Unis dans la région.

Même si Dmitri Medvedev est devenu président de la Fédération de Russie en mai 2008, Poutine a conservé une grande influence sur la formulation de la politique étrangère¹⁰. L'un des vecteurs prioritaires de la politique étrangère qui s'est développé sous les présidences Poutine et

⁸ « Syrian President : Arab World Pins Great Hopes on Strengthening Moscow's Hand », ITAR-TASS, 25 janvier 2005.

⁹ « Syrian President Says Arab-Israeli War Remains Central Problem in Middle East », ITAR-TASS, 25 janvier 2005.

¹⁰ Le Concept de politique étrangère de la Russie signé par le président Medvedev en mai 2008 précise que le cabinet, dirigé par le premier ministre, porte la responsabilité de la mise en œuvre de la politique étrangère russe. J. Mankoff, *Russian Foreign Policy : The Return of Great Power Politics*, Lanham, Rowman & Littlefield. 2009, p. 13.

Medvedev est la volonté de mettre fin aux humiliations des années 1990 et de rendre à la Russie un rôle de premier plan dans la conduite des affaires internationales. Cette politique confère une dimension supplémentaire à l'engagement de la Russie au Moyen-Orient, une région qui se trouve au cœur de dossiers internationaux parmi les plus sensibles. Si la Russie veut être considérée comme un acteur international de premier plan, elle doit apporter sa contribution à la résolution de ces problèmes.

Le rôle de la Syrie dans cette politique est crucial depuis longtemps et dépasse celui des autres pays arabes du Moyen-Orient. Cependant, la Syrie ne compte pas parmi les États les plus influents et prospères de la région. Au cours de la dernière décennie, la Russie a cherché à développer ses relations avec l'Arabie saoudite, les États du Golfe, le Yémen, la Jordanie, le Liban et les pays non-arabes du Moyen-Orient comme Israël, la Turquie et l'Iran. Dans le même temps, la politique de Moscou a davantage mis l'accent sur ses intérêts commerciaux et accordé moins d'importance aux considérations politiques et stratégiques sur lesquelles se fondent les relations russo-syriennes¹¹.

Aujourd'hui, les accords commerciaux passés par Moscou avec plusieurs pays du « Grand Moyen-Orient » – en particulier la Turquie et Israël – excèdent largement ceux signés avec la Syrie. Jusqu'en 2004, leurs relations économiques étaient très modestes : elles ne s'élevaient qu'à environ 218 millions de dollars, les exportations russes étant de 206 millions de dollars¹². Cependant, entre 2004 et 2008, au summum de la pression occidentale sur la Syrie, les échanges commerciaux entre les deux pays ont pris une nouvelle dimension. En novembre 2009, la compagnie russe Stroytransgaz a lancé son plus grand projet en Syrie depuis l'époque soviétique – une usine de traitement de gaz située près de Homs, une ville de l'ouest syrien. Cette usine devrait permettre de satisfaire 50 % de la demande de gaz de l'industrie électrique syrienne¹³.

Entre 2005 et 2008, les relations commerciales entre la Russie et la Syrie se sont développées avec plus de dynamisme qu'auparavant, et le chiffre d'affaires du commerce bilatéral a connu en 2008 un pic atteignant presque 2 milliards de dollars¹⁴. Ce chiffre est cependant tombé à 1,36 milliard de dollars en 2009 à la suite de la crise financière et économique mondiale¹⁵. La visite du président Medvedev à Damas en mai 2010 avait notamment pour objectif de redynamiser la coopération bilatérale¹⁶.

¹¹ P. Rivlin, « The Russian Economy and Arms Exports to the Middle East », Tel Aviv, The Jaffee Center for Strategic Studies, *Memorandum* n° 79, novembre 2005.

¹² « Russia : Putin Praises Level of Relations with Syria during Meeting in Kremlin », Interfax, 25 janvier 2005.

¹³ « Gas Processing Plant – Russia's Biggest Project in Syria », ITAR-TASS, 18 novembre 2009.

¹⁴ « Russian Foreign Minister Interviewed by Syrian News Agency SANA », Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 4 juin 2009.

¹⁵ « Article by Dmitry Medvedev in Syrian Newspaper *Al-Watan* », Kremlin.ru, 9 mai 2010, <<http://eng.kremlin.ru/transcripts/212>>.

¹⁶ « Russian Foreign Minister Interviewed by Syrian News Agency SANA », *op. cit.* [14]

Cependant, l'importance de Damas aux yeux de Moscou ne réside pas uniquement dans la coopération économique. Les relations bilatérales sont toujours d'une nature avant tout stratégique et politique, et offrent à la Russie un soutien politique bien plus consistant que de la part de tout autre État arabe¹⁷.

Le facteur israélien

Peu après son entrée en fonction en 2000, V. Poutine a mis l'accent sur les relations positives, et même amicales, de son pays avec Israël¹⁸. Sans faire preuve d'aucun sentiment particulièrement pro-arabe (à la différence, par exemple, de l'ex-premier ministre Evguéni Primakov), il ne manifeste aucun tropisme envers l'Occident, y compris les États-Unis et Israël¹⁹. Cependant, certains hauts fonctionnaires et militaires disposant de contacts et de connaissances approfondies du monde arabe continuent de promouvoir les relations avec les pays arabes, notamment avec la Syrie. L'un de ces hommes, le colonel-général Léonid Ivachov, ancien chef de la Direction de la coopération militaire internationale au ministère russe de la Défense, a récemment déploré que « notre coopération militaro-technique avec les pays du Moyen-Orient, le monde arabe et l'Iran soit placée sous le contrôle de Tel-Aviv »²⁰.

Les relations russo-syriennes, et particulièrement la coopération militaire de Moscou avec Damas, ont souvent fait l'objet de critiques et même de pressions de la part des États-Unis et d'Israël. Néanmoins, la politique de bonnes relations avec tous les pays du Moyen-Orient cultivée par V. Poutine – et poursuivie par D. Medvedev – a jusqu'ici été couronnée de succès²¹. Tel-Aviv semble apprécier ses liens avec Moscou et cherche même à influencer les relations de la Russie avec les pays arabes et l'Iran²². Les rapports israélo-russes reposent sur des échanges commerciaux solides et sur la présence de plus d'un million de citoyens russophones en Israël. Moscou considère Israël comme un État puissant et

¹⁷ Selon Konstantin Makienko, expert au Centre d'analyse technique et stratégique de Moscou, « la Syrie est notre allié essentiel et unique au Moyen-Orient ». Cité in : M. Zygar, A. Grytskova, « Tartus too Small for Pyotr Velikiy », *Kommersant*, 24 septembre 2008, <www.kommersant.com/p1030595/r_527/Pyotr_Velikiy_unable_to_enter_Tartus/>.

¹⁸ M.N. Katz, « Putin's Pro-Israeli Policy », *Middle Eastern Quarterly*, hiver 2005, p. 51-59. Accessible à : <www.meforum.org/690/putins-pro-israel-policy>.

¹⁹ Son discours historique prononcé à la 43^{ème} Conférence sur la sécurité de Munich, le 10 février 2007, en constitue l'exemple le plus explicite. Accessible à : <http://archive.kremlin.ru/eng/speeches/2007/02/10/0138_type82912type82914type82917type84779_118123.shtml>.

²⁰ « Russia's Defense Cooperation with the Arab Nations Restricted by Israel's Pressure – Analyst », *Interfax*, 7 septembre 2010.

²¹ M.N. Katz, « Russia's Greater Middle East Policy : Securing Economic Interests, Courting Islam », *Russie.Nei.Visions*, n° 49, avril 2010, <www.ifri.org/downloads/ifrirussiamiddleeastkatzengapril2010.pdf>.

²² Sur les relations Israël-Russie, voir P. Razoux, « The Keys to Understanding the Israel-Russia Relationship », NATO Defense College, Rome, *Research Paper* n° 42, novembre 2008, <www.ndc.nato.int/download/downloads.php?icode=6>.

bien établi ; d'où la nécessité d'entretenir de bonnes relations politiques avec lui. De plus, l'exécutif russe a toujours gardé à l'esprit le poids du lobby pro-israélien en Russie et l'influence de la communauté juive aux États-Unis.

La Russie s'efforce de soutenir les efforts de paix au Moyen-Orient, mais il est clair qu'elle ne dispose pas des moyens qui lui permettraient de promouvoir une résolution du conflit. Elle essaie de conserver des relations équilibrées avec Israël et les pays arabes, y compris le Hamas en Palestine. Il s'agit peut-être d'un numéro d'équilibriste, mais jusqu'à présent, cette politique fonctionne, peut-être « parce que, comme la Russie le sait bien, même si chaque partie désapprouve les liens qu'elle entretient avec la partie adverse, chacun préfère bénéficier d'un soutien, même limité, de Moscou que d'aucun soutien du tout »²³.

En avril 2010, pendant la visite à Moscou d'une délégation du Comité des affaires étrangères et de la défense de la Knesset israélienne, ses membres ont déploré que, durant la guerre du Liban en 2006, « le Hezbollah a disposé des armes les plus récentes »²⁴. De tels transferts illégaux d'armes ont peut-être eu lieu par le passé, mais ils n'ont jamais été généralisés, et il semble peu probable qu'ils reprennent aujourd'hui : la Russie ne veut pas compromettre ses relations avec Israël et les États-Unis.

²³ M.N. Katz, « Russia in Mideast : More of Same », *Middle East Strategy at Harvard*, 10 juillet 2009, <<http://blogs.law.harvard.edu/mesh/2009/07/russia-in-mideast-more-of-same/>>.

²⁴ « Israel, Russia Sign Strategic Cooperation Pact, Discuss Iran, Islamic Terror », *Israel OSC Summary*, 17 avril 2010.

Russie renaissante, Syrie isolée : un rapprochement dicté par la nécessité ?

Le soutien de la Syrie à la politique moyen-orientale de la Russie

Le régime baasiste de Damas reste le plus séculier des pays arabes du Moyen-Orient. Il a toujours soutenu la politique de Moscou dans le Caucase du Nord et fermement condamné les insurgés tchétchènes, n'hésitant pas à les qualifier de terroristes²⁵. En août 2008, la Syrie a été le deuxième pays (après la Biélorussie) à soutenir publiquement la Russie lors de sa courte guerre avec la Géorgie²⁶. Au même moment, le président syrien, qui s'est rendu en Russie les 20-21 août 2008, a proposé d'autoriser Moscou à déployer sur le sol syrien ses missiles Iskander et affirmé que son pays « s'efforçait de développer des relations stratégiques avec la Russie dans l'intérêt de la sécurité mondiale ». Il a ajouté : « Nous sommes prêts à coopérer avec la Russie sur tout projet susceptible de renforcer sa sécurité ». Il a qualifié la guerre de 2008 avec la Géorgie de « prolongement de la politique de guerre froide des États-Unis » et de « point culminant des tentatives visant à encercler et isoler la Russie ». D'après lui, la Syrie s'oppose à ces tentatives car « la Russie a toujours soutenu le processus de paix, et nous tenons compte du rôle actif qu'elle pourrait encore jouer à cet égard »²⁷. C'est pourquoi la Syrie a approuvé non seulement les justifications offertes par Moscou pour son intervention militaire en Géorgie – une opération sévèrement critiquée par les pays occidentaux – mais aussi la volonté russe d'accroître son influence au Moyen-Orient.

²⁵ En septembre 2001, Damas a reçu le leader tchétchène Akhmed Kadyrov, loyal à Moscou. Pendant sa visite, le grand mufti de la République arabe syrienne, Cheikh Ahmed Kuftaro, a condamné le terrorisme « sous toutes ses formes et manifestations ». Ramzan Kadyrov, le fils et successeur d'Akhmed Kadyrov au poste de président de Tchétchénie, s'est rendu en Syrie en mars 2010. Pendant sa visite, le nouveau grand mufti de Syrie, Akhmed Badruddin Khasum, l'a remercié pour son aide dans l'établissement de relations étroites entre la Syrie et la Russie. « R. Kadyrov Held a Meeting with the Chechen Diaspora of Syria », *Chechen Republic Today*, 12 mars 2010.

²⁶ « US to Syria : Do not Meddle in Russia-Georgia Conflict », *Haaretz*, 25 août 2008.

²⁷ « My zaranee znali, što Zapad stremica blokirovat' Rossiû » [Nous savions que l'Occident essaierait de bloquer la Russie], *Kommersant*, 20 août 2008. Accessible à <www.kommersant.ru/doc.aspx?docid=1013457>.

Même si Moscou n'a pas donné suite à la proposition émise par le président syrien, d'accueillir des missiles Iskander, les intérêts stratégiques des deux pays convergent sur plusieurs dossiers. La Fédération de Russie a besoin d'un allié dans l'Orient arabe, centre historique et religieux du monde musulman, aujourd'hui quasi exclusivement dominé par les États-Unis. La Syrie est l'un des très rares États de la région relativement indépendants de l'Amérique ; c'est ce qui explique qu'elle soit plus disposée que les autres à collaborer avec la Russie. Elle peut offrir à Moscou un certain nombre d'avantages stratégiques tels qu'un accès à la Méditerranée, une présence relativement sûre au Proche-Orient, ainsi que la possibilité d'exercer une certaine influence dans les relations arabo-israéliennes, ce que Moscou désire depuis longtemps. En échange, Damas compte sur la protection diplomatique russe face à d'éventuelles menaces américaines et israéliennes, et espère obtenir des armes et d'autres technologies avancées qu'elle ne peut pas obtenir ailleurs. Enfin, les relations russo-syriennes offrent depuis longtemps aux deux parties un moyen de maintenir leur prestige international.

Lors de sa visite à Damas, en mai 2010, le président Medvedev a voulu souligner l'importance de la Syrie et de l'Orient arabe pour la Russie, et exalter le prestige et l'influence de la Russie dans la région. Sa visite n'a pas seulement été consacrée aux relations bilatérales avec la Syrie, mais aussi à un règlement pacifique du conflit du Moyen-Orient²⁸. D'après lui, la Russie « continuera de tout faire [...] pour contribuer au processus de paix israélo-arabe », lequel « devrait aboutir [...] à la libération des territoires arabes occupés en 1967 et à la création d'un État palestinien indépendant qui vivra en paix avec Israël »²⁹.

La fin de l'isolement international de la Syrie ?

Le régime syrien a depuis longtemps l'habitude de s'appuyer sur ses relations bilatérales avec d'autres États pour consolider sa sécurité. Damas s'est logiquement sentie menacée après l'invasion américaine de l'Irak et, à un moindre degré, lors de la crise libanaise en 2006. La Russie et la Syrie ont adopté une position similaire envers l'Irak. Au printemps 2003, Vladimir Poutine, alors président de la Russie, a laissé entendre que la Syrie risquait, elle aussi, de subir un changement forcé de régime³⁰. En juillet 2003, dans une apparente démonstration d'indépendance de la Russie, le ministre russe des Affaires étrangères a invité le président Bachar el-Assad à visiter la Russie³¹. À cette époque, le « Syrian Accountability and

²⁸ « Medvedev's Visit to Syria Focuses on Mideast Peaceful Settlement », ITAR-TASS, 12 mai 2010.

²⁹ « FYI Medvedev Critical of US Role in the Mid-East, Calls for Nuclear Free Region », ITAR-TASS, 11 mai 2010.

³⁰ « Même s'il y a des gens qui n'aiment pas le régime de ce pays, il ne devrait pas être changé sous la pression extérieure », A. Kreutz, *op. cit.* [7], p. 28.

³¹ A. Andreev, « V Moskve ždut Bassara Assada » [Bassar Al-Assad est attendu à Moscou], *Nezavisimââ Gazeta*, 17 juillet 2003.

Lebanese Sovereignty Restoration Act » (SALSRA)³², qui établissait des sanctions contre la Syrie, était en discussion au Congrès des États-Unis depuis avril 2003. On peut voir dans cette invitation une déclaration de soutien de la Russie à Damas et un défi lancé à la politique moyen-orientale de la Maison Blanche.

Cependant, l'appui russe à la Syrie a toujours été limité par la nécessité d'éviter des répercussions trop négatives en provenance de Washington et de Tel Aviv. Aux yeux de Moscou, ses relations avec ces deux capitales sont bien plus significatives qu'avec Damas³³. C'est ce qui explique, en partie, l'abstention russe lors du vote de la résolution 1559 par le Conseil de sécurité de l'ONU³⁴.

Du point de vue de Moscou, « la résolution ne concernait qu'un seul aspect de la situation au Moyen-Orient et négligeait d'autres questions essentielles pour un règlement régional global ». Une autre explication à l'abstention russe réside dans le fait que cette résolution avait trait aux affaires intérieures du Liban, contre le souhait exprimé par le gouvernement libanais. Après l'assassinat de Rafic Hariri à Beyrouth en février 2005, la Syrie a été quasiment forcée de se retirer du Liban. Un porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a alors déclaré que les forces syriennes avaient indéniablement joué un rôle positif par le passé, mais qu'elles n'étaient plus nécessaires dans le nouveau contexte³⁵.

L'assassinat d'Hariri a significativement dégradé les relations franco-syriennes et a coupé la Syrie de ses principaux voisins arabes : l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Égypte. Par conséquent, Damas a fait le choix de se reposer davantage sur l'aide russe. L'isolement international de la Syrie a joué un rôle primordial dans le nouveau rapprochement entre Moscou et Damas qui s'est produit entre 2004 et 2008, période de la culmination de la pression occidentale sur la Syrie. Mais un autre élément a sans doute été encore plus déterminant : l'affirmation de la politique étrangère de la Russie, conçue comme une réaction à l'intervention américaine en Irak en 2003 et à l'élargissement de l'OTAN l'année suivante.

En janvier 2005, le président el-Assad s'est rendu pour la première fois à Moscou. L'exécutif russe a annulé 73 % des 13,4 milliards de dollars de la dette contractée par la Syrie envers l'URSS³⁶. Sur le plan politique, la

³² Le Syrian Accountability and Lebanese Sovereignty Act est une loi adoptée par les États-Unis le 12 décembre 2003. Son objectif est de mettre fin à ce que les États-Unis considèrent comme le soutien syrien au terrorisme, de mettre fin à la présence syrienne au Liban, effective depuis la fin de la guerre du Liban en 1990, de stopper le développement supposé par la Syrie d'armes de destruction massive, de faire cesser l'importation illégale par la Syrie de pétrole irakien et de mettre fin aux acheminements illégaux d'équipements militaires aux forces anti-américaines en Irak.

³³ D. Trenin, « Russia's Policy in the Middle East : Prospects for Consensus and Conflict with the United States », New York, The Century Foundation, 2010, p. 8.

³⁴ Cette résolution, présentée par les États-Unis et la France, appelait au démantèlement et au désarmement de toutes les milices libanaises et étrangères actives au Liban.

³⁵ « Russian Foreign Minister Says: Syrian Forces Played Positive Role in Lebanon », ITAR-TASS, 27 avril 2005.

³⁶ « Moscow Writes off 73 % of Syria's Debt », Interfax, 25 janvier 2005.

déclaration signée par les deux présidents a révélé leur communauté de vues sur les dossiers les plus importants du Moyen-Orient et de la planète.

Après ses entretiens avec el-Assad, Poutine, critiquant de façon à peine voilée les États-Unis, a affirmé que Moscou et Damas favorisaient « un monde stable et démocratique fondé sur les normes du droit international, excluant toute pression ou interférence des grandes puissances dans les affaires d'un État souverain ». Poutine a également défendu la Syrie face à Israël, saluant « l'inclination de la Syrie en faveur d'un dialogue politique avec Israël et sa volonté de reprendre les négociations sans conditions »³⁷.

Cette apparente unité des deux parties et ce fort soutien politique de Moscou à Damas se sont manifestés au moment où la Syrie était en très grande difficulté sur le plan international, isolée des puissances occidentales. La direction syrienne peut avoir perçu le rapprochement avec Moscou comme une nécessité. De son côté, la Russie, irritée par l'accroissement de l'influence de Washington dans son pré carré traditionnel et préoccupée par les sentiments de sa population musulmane³⁸, a saisi l'opportunité pour remodeler sa présence au Moyen-Orient.

Cependant, l'argument d'un expert américain, d'après lequel l'isolement international de la Syrie correspond exactement à « ce que Poutine souhaite pour la Syrie » afin d'obtenir la garantie de « pouvoir lui vendre de façon préférentielle des armes et du pétrole russes », semble exagéré³⁹. Les derniers événements au Moyen-Orient, y compris la situation compliquée de la Syrie, ne doivent rien à la Russie. De plus, Moscou a toujours voué à la Syrie un intérêt avant tout stratégique, qui dépasse nettement la portée plutôt modeste des transactions commerciales évoquées plus haut.

La Russie s'est résolument opposée à l'établissement de sanctions internationales contre la Syrie. En octobre 2005, des diplomates russes ont jusqu'au dernier moment critiqué le projet de résolution anti-syrienne lors des débats au Conseil de sécurité de l'ONU autour du rapport de la commission internationale dirigée par le procureur Detlev Mehlis, qui avait accusé des officiels syriens et libanais de haut rang d'avoir participé à l'assassinat de Rafic Hariri.

La situation de Damas était d'autant plus difficile que « le meilleur espoir de la Syrie, Paris, qui jusqu'ici adoptait systématiquement une position opposée à celle des États-Unis, a radicalement changé de posture

³⁷ V. Romankova, « Russia's President Putin Says Road Map Real Way to Resume Mideast Peace », ITAR-TASS, 25 janvier 2005.

³⁸ En septembre 2004, au moins 334 otages, dont 186 enfants, ont été tués à la suite de l'occupation d'une école de la ville de Beslan par des terroristes tchétchènes et ingouches. Sur l'impact de Beslan sur la politique intérieure et étrangère de la Russie, voir : A.P. Tsygankov, « New Challenges for Putin's Foreign Policy », *Orbis*, University of Florida, hiver 2006, p. 158-159.

³⁹ M.N. Katz, « Putin's Foreign Policy Toward Syria », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 10, n° 1, mars 2006.

vis-à-vis de la question libanaise »⁴⁰. Seule la Russie a affirmé qu'« Hariri était considéré par la Syrie comme un adversaire mais pas comme un ennemi, puisque les Syriens ont coopéré avec diverses forces libanaises à plusieurs époques »⁴¹, concluant que les accusations visant la Syrie étaient très probablement motivées politiquement⁴². Moscou pensait que les États-Unis souhaitaient que les forces de maintien de la paix syriennes se retirent du Liban afin de diminuer l'influence politique de Damas dans la région. La position russe sur cette question allait à l'encontre de la pression exercée par les États-Unis, et n'a pas été suffisamment soutenue par les autres pays pour être couronnée de succès.

Au final, même si certains politiciens russes ont exigé que Moscou oppose son veto au projet de résolution et « mette un terme à l'arbitraire américain »⁴³, la Russie a été convaincue par la formulation moins sévère retenue et, en novembre 2005, a voté avec les autres nations en faveur de l'adoption de la résolution 1636 sur la Syrie. La mention de l'éventualité de sanctions avait été remplacée par une référence neutre à « d'autres moyens »⁴⁴. Ces développements sont représentatifs de la politique russe envers la Syrie et envers le Moyen-Orient en général. Incapable de remettre en cause l'écrasante domination américaine et israélienne sur la région, la Russie tente cependant de limiter cette influence. Ce comportement se retrouve non seulement dans ses relations avec la Syrie mais aussi avec l'Iran et le Hamas⁴⁵.

La situation politique de la Syrie a commencé à s'améliorer en 2007. En novembre de cette année, elle a été invitée par les États-Unis à participer à la conférence sur la paix au Moyen-Orient tenue à Annapolis. En juillet 2008, le président français Nicolas Sarkozy a invité le président syrien Bachar el-Assad à prendre part à l'inauguration de l'Union pour la Méditerranée à Paris, et en septembre 2008, Sarkozy lui-même s'est rendu à Damas. Le chef de l'État français y a conduit des entretiens avec le président syrien, le premier ministre turc et l'émir du Qatar. Depuis lors, de nombreux leaders européens et moyen-orientaux – et même certains hommes politiques américains – ont suivi l'exemple donné par Sarkozy. En

⁴⁰ Y. Shestakov, « Tell me Who your Friend Is ? », *The Current Digest of the Post-Soviet Press*, vol. 57, n° 8, mars 2005, p. 19.

⁴¹ I. Groshkov et G. Volfson, « Internationalizing an Assassination », *The Current Digest of The Post-Soviet Press*, vol. 57, n° 7, p. 1.

⁴² *Ibid.* Voir également A. Samokhotin, « American Storm Clouds over Syria. Washington Urges the International Community to Put Pressure on Damascus », *The Current Digest of The Post-Soviet Press*, vol. 57, n° 7, 2005, p. 2-3.

⁴³ « Zhirinovskiy Hopes for Russian Veto of Anti-Syria Resolution », Interfax, 31 octobre 2005.

⁴⁴ V. Sergeyev, « Russian Website Says Resolution 1636 "Suited Everyone except Syria". Syria Not Pleased with Minor Victory », *Gazeta.ru*, 1^{er} novembre 2005.

⁴⁵ Moscou avait dans un premier temps réagi positivement à l'accord d'échange nucléaire brésilo-turc avec l'Iran, signé le 17 mai 2010. Le ministre russe des Affaires étrangères a fait part de sa « préoccupation » à propos des sanctions prévues par les États-Unis, estimant qu'elles « allaient à l'encontre de la suprématie du droit international exprimée dans la Charte de l'ONU » (V. Radyuhin, « Russia Comes Out on Top in Iran Deal », *The Hindu*, 20 mai 2010). Mais sous la pression américaine, la Russie a rejoint, le 9 juin 2010, les autres membres permanents du Conseil de sécurité pour voter une résolution imposant de nouvelles sanctions contre l'Iran. En conséquence, Moscou n'a pas fourni les systèmes S-300 à Téhéran.

février 2010, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Muallam, a annoncé que les États-Unis avaient demandé à Damas d'approuver le choix du nouvel ambassadeur américain en Syrie⁴⁶. Une semaine plus tard, la Syrie a approuvé la candidature présentée par le gouvernement américain, ce qui a permis de mettre fin à cinq années d'absence diplomatique des États-Unis à Damas⁴⁷. La Syrie n'est plus l'État paria qu'elle était encore il y a à peine quelques années. Désormais, certains observateurs la voient comme « un pays clé au cœur du nouvel axe actuellement formé au Moyen-Orient, qui inclut la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Irak »⁴⁸.

Cependant, cet optimisme était prématuré. Les discussions syro-israéliennes, dans lesquelles la Turquie joue un rôle de médiateur, n'ont pas eu les résultats escomptés, et Israël a commencé à accuser la Syrie de fournir des armes au Hezbollah libanais.

Même si le ministère syrien des Affaires étrangères a rejeté ces accusations, estimant qu'elles étaient infondées et avaient pour but d'ouvrir la voie à une future agression israélienne⁴⁹, Hillary Clinton a pris le parti d'Israël et a durement critiqué « le transfert d'armes – spécialement des missiles longue portée – par la Syrie au Hezbollah », qui « représente une menace sérieuse pour la sécurité d'Israël ». Défendant la décision de l'administration Obama de restaurer des relations diplomatiques avec Damas, elle a souligné que « le rétablissement des relations des États-Unis avec la Syrie ne doit pas être perçu comme une récompense ou comme une concession. C'est un outil qui peut nous offrir une plus grande influence et une meilleure perception des processus en cours, ainsi qu'une capacité accrue à transmettre un message fort et parfaitement clair aux dirigeants syriens »⁵⁰. Le 3 mai 2010, les sanctions américaines contre la Syrie ont été renouvelées par le président Obama⁵¹. Ainsi, la détente américano-syrienne a pris fin ou, à tout le moins, est devenue plus précaire.

À un moment où la Syrie faisait l'objet de nouvelles pressions et menaces, le président Medvedev s'est rendu à Damas en mai 2010. Sa visite a démontré à la fois le rôle protecteur de Moscou et l'importance des relations russo-syriennes – pourtant limitées dans la pratique. Le président russe a déclaré que le dialogue arabo-israélien « doit aboutir à une réconciliation globale, juste et durable, à la libération de tous les territoires arabes occupés en 1967 et à la création d'un État palestinien

⁴⁶ A. Issacharoff, « Syria is Blowing off Steam, not Rattling Sabers », *Haaretz*, 7 février 2010.

⁴⁷ « Syria approves new U.S. Ambassador », *Syria Today*, 14 février 2010.

⁴⁸ Z. Bar'el, « Peace with Syria no Less Vital than Stopping Iran's Bomb », *Haaretz*, 7 février 2010.

⁴⁹ I. Humaydi, « Six Israeli Motives Behind the Scud Missile Campaign », 23 avril 2010. *Al Hayeh* online (Syrie).

⁵⁰ « Clinton Blasts Syria Arms Transfers to Hizbollah », *Voice of America* online, 30 avril 2010.

⁵¹ « Obama renouvelle les sanctions américaines contre le régime syrien », *France 24*, 5 avril 2010.

indépendant »⁵². Il a donc fait écho aux conditions posées par la Syrie pour une réconciliation avec Israël. Dans le même temps, il faut souligner qu'aucun nouveau contrat n'a été signé dans le domaine militaire ou technologique ; une fois de plus, Moscou n'a pas voulu provoquer l'irritation d'Israël.

Medvedev et le président el-Assad ont appelé à la mise en place au Moyen-Orient d'une zone dénucléarisée, « car tout autre développement de la situation est susceptible de provoquer une catastrophe régionale, voire mondiale »⁵³. Soutenant largement les objectifs et les intérêts arabes, Medvedev a souligné le rôle actif joué par la Russie dans la recherche d'un règlement de la situation au Moyen-Orient et rencontré le chef du bureau politique du Hamas Khaled Mechaal⁵⁴. Alors que les puissances occidentales évitent le Hamas et ses leaders, les discussions de Medvedev avec l'un des dirigeants du mouvement avaient également pour but de montrer l'ouverture de Moscou et de renforcer sa crédibilité aux yeux de toutes les parties au conflit arabo-israélien⁵⁵.

⁵² V. Kuzmin, « Moscow Daily : Medvedev's Visit to Syria "Center of Attention" in Near East », *Damascus Wedge*, 12 mai 2010.

⁵³ « Russia, Syria call on Iran to comply with Nuclear Non-Proliferation Rules », *Rossiya 24*, 11 mai 2010.

⁵⁴ « Medvedev, Hamas' Mishaal Discuss Latest Palestinian State of Affairs », KUNA online, 11 mai 2010.

⁵⁵ M.A Smith, « The Russia-Hamas Dialogue, and the Israeli Parliamentary Elections », UK Defence Academy, Conflict Studies Research Centre, *Middle East Series*, 06/24, juin 2006. Accessible à : [<www.da.mod.uk/colleges/arag/document-listings/middle-east/06%2824%29MAS.pdf>](http://www.da.mod.uk/colleges/arag/document-listings/middle-east/06%2824%29MAS.pdf).

Diplomatie militaire

Le soutien diplomatique mesuré de la Russie à la Syrie se reflète dans le niveau modeste de ses livraisons d'armes et de technologies modernes à Damas. Ces fournitures d'armes peuvent être employées comme outils de négociation avec les Américains ou les Israéliens.

Une coopération militaro-technique essentielle mais inégale

Même si Poutine a assuré les Israéliens que Moscou ne mettrait pas en danger la sécurité d'Israël, et que la Russie n'avait ni les moyens ni la volonté de bouleverser l'équilibre des puissances, il n'est pas dans les intérêts de la Russie de laisser la Syrie sans moyens de défense. Même si elle n'a pas livré à la Syrie d'armements modernes avant 2006, la Russie a poursuivi la modernisation et la réparation des équipements militaires employés par l'armée syrienne et l'entraînement des officiers supérieurs syriens⁵⁶. En 2006, près de 10 000 officiers syriens avaient reçu des formations dans des académies militaires soviétiques ou russes. Les experts occidentaux estimaient que cette même année, près de 2 000 conseillers militaires russes étaient en service auprès de l'armée syrienne. Des officiers russes ont également enseigné à l'académie syrienne de formation des officiers⁵⁷.

La première visite d'el-Assad en Russie, en 2005, n'a pas abouti à un nouvel accord de vente d'armements sophistiqués. Lors de son séjour à Moscou, le ministre russe de la Défense a déclaré que la Russie « ne fournira pas d'armes offensives à la Syrie : pas de systèmes de défense antimissile ni de missiles anti-aériens portables Iskander-E ou Igla »⁵⁸. On peut cependant penser que ce n'était pas la préoccupation première de la Syrie à ce moment : durant la période 2005-2008, ce qui importait le plus à Damas était le soutien politique et la protection diplomatique de Moscou.

En 2006, la Russie a livré à la Syrie des missiles Strelets, pour un emploi avec les missiles antiaériens GM 39 Igla⁵⁹. Ces missiles sont à

⁵⁶ A. Konovalov, « Russia : Defense Ministry Rules Out Supplying Offensive Weapons to Syria », ITAR-TASS, 25 janvier 2005.

⁵⁷ U. Klussmann, « An Old Base/ Friendship Gets a Facelift », *Der Spiegel*, 22 juin 2006.

⁵⁸ Classification OTAN : SA-18. A. Konovalov, « Russia : Defense Ministry Rules Out Supplying Offensive Weapons to Syria », *op. cit.* [56].

⁵⁹ « Syria Receives First Strelets SAM », *Jane's Defense Weekly*, 23 août 2006.

vocation exclusivement défensive et leur modèle les empêche d'être employés en tant que lance-roquettes⁶⁰. Sous la pression américaine et israélienne, la Russie ne voulait pas livrer à la Syrie le système de DCA (défense antiaérienne) portable Iglâ (qui diffère du système Strelets) et, en janvier 2007, Sergueï Chemezov – alors directeur général du monopole d'exportation des armes russes Rosoboronexport – a démenti les rumeurs selon lesquelles, depuis 2006, d'autres systèmes de DCA Strelets aient été fournis à la Syrie⁶¹. Au cours des deux années suivantes, la Syrie a amélioré ses capacités de DCA grâce aux nouveaux missiles à moyenne portée Buk-M2 Ural fournis par la Russie⁶² et aux premiers lots du système automoteur anti-aérien à courte portée Pantsir-S1, également livré par la Russie⁶³.

De plus, les demandes répétées de la Syrie pour obtenir des missiles sol-air russes de longue portée S-300 PMU n'ont pas été satisfaites⁶⁴ et, en septembre 2009, Rosoboronexport a gelé les contrats signés en 2007 portant sur la vente à la Syrie d'avions russes de pointe MIG 29 Fulcrum et MIG-31. Les raisons invoquées étaient « la sensibilité politique liée à un bouleversement potentiel de l'équilibre des forces au Moyen-Orient »⁶⁵ et, probablement, de même que dans le cas des systèmes de missiles anti-aériens S-300, une forte pression israélienne sur Moscou.

Préserver les fragiles équilibres militaires

Même si, comme l'a rapporté la presse israélienne, les quatre avions de combat MIG-31E, qui sont surtout destinés à la collecte de renseignements, devaient être livrés à la Syrie, « ils seraient dénués de capacités offensives, et la Syrie saurait que la Russie ne fournirait pas de "service après-vente" »⁶⁶. Il est important de souligner qu'il n'a pas été fait mention d'une éventuelle livraison de MIG-Fulcrum – des avions similaires aux F-16 dont dispose l'aviation israélienne, qui ont pour fonction aussi bien l'interception que le bombardement. La corrélation de ces deux éléments confirme la thèse suivante : si la coopération militaro-technique russo-syrienne est en partie motivée par le profit, les considérations

⁶⁰ « Russia : Designer Says Shoulder-Launched Use of Strelets Impossible », *Interfax*, 1^{er} mars 2006.

⁶¹ « Rosoboronexport Denies Claims of Strelets Deal with Syria », *Jane's Defense Industry*, 1^{er} mars 2007.

⁶² « Annual Defense Report : The Middle East and Africa », *Jane's Defense Weekly*, 14 décembre 2009.

⁶³ M. Hassington, « Syria Receives First Batch of Pantsir Air Defenses », *Jane's Information Group—International Defense Review*, 6 juin 2008.

⁶⁴ « Annual Defense Report : The Middle East and Africa », *op. cit.* [62].

⁶⁵ « Russia Industry Sources Allege Sale of MIGs to Syria », *Jane's Intelligence Weekly*, 4 septembre 2009. Voir également Y. Kisieleva, « Fighter Contract Self Destruct : All Work on MIG-31 for Syria Has Been Halted », *Kommersant*, 20 mai 2009.

⁶⁶ H. Keinan et Y. Katz : « Four MIGs Sold to Syria will be Without Offensive Capabilities, Israel Told », *Jerusalem Post* online, 8 septembre 2009.

stratégiques et politiques dans la région sont bien plus importantes. D'un autre côté, la Russie, qui ne souhaite pas crispier Israël et les États-Unis, ne veut pas non plus laisser la Syrie, qui est son alliée, sans défense. Moscou ne peut pas modifier l'équilibre des forces existant dans la région⁶⁷, mais souhaite rendre la situation plus confortable pour la Syrie. Dans une interview accordée en 2005 à la télévision israélienne, Vladimir Poutine a attiré l'attention sur un incident au cours duquel Israël avait envoyé un escadron d'avions de combat F-16 effectuer une mission en basse altitude, encerclant la résidence d'été du président el-Assad, située à proximité d'une base russe. D'après Poutine, les livraisons d'équipements militaires par la Russie à la Syrie pourraient rendre de tels « vols à basse altitude à proximité de la résidence du président syrien » plus compliqués dans le futur⁶⁸.

En août 2008, la Russie a opposé une fin de non-recevoir à la demande d'el-Assad d'acquérir des missiles Iskander-E (un système automoteur à propulsion solide d'une portée comprise entre 280 et 400 kilomètres, capable de porter des têtes nucléaires ou conventionnelles)⁶⁹. Avant ce refus, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait déclaré que les seuls systèmes que la Russie serait prête à exporter vers la Syrie seraient « des armes défensives qui ne violent pas l'équilibre stratégique des forces au Moyen-Orient »⁷⁰. En dépit des rumeurs et accusations fréquemment soulevées dans certains médias occidentaux, la Russie s'en tient réellement à cette politique à l'égard de la Syrie et du reste du Moyen-Orient arabe. Il n'en demeure pas moins que, comme le soulignent les experts russes, « une seule partie ne peut pas faire des concessions en réponse aux préoccupations de l'autre partie ». La Russie « a plus d'une fois refusé de livrer les armes promises à la Syrie, par exemple des systèmes de missiles Iskander E et des missiles anti-aériens Igla » afin de satisfaire les Israéliens⁷¹. Mais la Russie, qui ne veut pas complètement sacrifier les intérêts de la Syrie, a récemment décidé, en dépit des protestations israéliennes et américaines, de livrer à Damas des missiles supersoniques anti-navires Yakhont⁷². Ce système est considéré comme essentiellement défensif et, dans le contexte actuel, il serait « presque impossible physiquement de le transmettre secrètement à une tierce partie [des organisations terroristes] »⁷³.

Les fournitures d'armes et de technologies avancées russes à la Syrie, quoique limitées, demeurent vitales pour Damas. En décembre 2009, quand EADS s'est montré incapable (à cause des sanctions

⁶⁷ « Putin in Israel, Defends Sale of Missiles to Syria and Nuclear Supplies to Iran », *The Journal of Turkish Weekly*, 30 avril 2005.

⁶⁸ *Der Spiegel*, op. cit. [55].

⁶⁹ « Russia Turns down Syrian Missile Request », *Jane's Information Group*, janvier 2008.

⁷⁰ « Syria Seeks Defensive Weapons System from Russia », *Jane's Defense Weekly*, 27 août 2008.

⁷¹ « Pundit Rejects Israeli's Concern over Russian Missile Supplies to Syria », *Ekho Moskv News Agency*, 19 septembre 2010.

⁷² « Russia to Deliver Bastion Missile Systems with Yakhont Missiles to Syria under \$300 million Contract », *Interfax*, 20 septembre 2010.

⁷³ « Russia Sees no Damage in Yakhont Arms Deal with Syria », *Interfax*, 21 septembre 2010.

américaines) de démarrer la livraison promise d'avions Airbus, la Syrie s'est tournée vers la Russie pour louer deux avions Tupolev⁷⁴. Au cours de la session tenue l'année dernière à Damas de la Commission intergouvernementale russo-syrienne, l'une des principales questions soulevées par la Syrie a été le système russe de positionnement par satellites GLONASS (à vocation civile)⁷⁵.

Le développement de la coopération navale entre la Russie et la Syrie constitue un résultat tangible de ces deux dernières années. La Fédération de Russie a hérité de l'Union soviétique une petite base logistique pour sa marine dans le port syrien de Tartous, deuxième cité portuaire du pays après Lattaquié. Après 1991, cette base a été pratiquement abandonnée. Mais en septembre 2008, Moscou a entamé des négociations avec la Syrie afin de convertir Tartous en une base navale permanente. À l'été 2009, une nouvelle structure de docks flottants a été livrée à Tartous⁷⁶. La marine russe considère la Syrie comme une base vitale pour ses opérations en Méditerranée. La base navale dont elle dispose en Syrie pourrait notablement renforcer les capacités opérationnelles de la Russie dans la région car les navires qui y sont basés peuvent en quelques jours rejoindre la mer Rouge et l'océan Indien en passant par le canal de Suez, et l'océan Atlantique en passant par le détroit de Gibraltar. D'après certains experts russes, la flotte russe de la mer Noire sera, elle aussi, basée en Syrie⁷⁷. La base logistique de Tartous a été étendue. La venue, en avril 2010, du croiseur à propulsion nucléaire porteur de missiles Piotr Velikiï, le vaisseau amiral de la flotte du Nord russe, a souligné l'importance de cette base navale pour la Russie.

⁷⁴ The Economist Intelligence Unit, *Syria : Country Report*, janvier 2010, p. 12.

⁷⁵ « Syria Has Chances for Coop. in Info-Technologies », ITAR-TASS, 19 novembre 2009.

⁷⁶ « Russia to Upgrade Tartus Naval Logistics Base 2010 », ITAR-TASS, 13 janvier 2010.

⁷⁷ « Russian Experts Set out Syria's Tartus, Novorossiysk Naval Base Plans », RIA Novosti, 24 avril 2010.

Conclusion

La situation de la Syrie a profondément évolué depuis la période 2003-2008, lorsque Damas s'est retrouvée isolée de la scène internationale. Au cours de ces années difficiles, elle a pu mesurer l'importance du soutien diplomatique de la Russie. Même si les relations avec Moscou ne semblent plus avoir la même importance qu'à l'époque de la guerre froide, elles ont conservé leur nature politique et stratégique et il est certain qu'elles ne seront pas négligées à l'avenir. Pour la Russie, le développement de ses relations avec la Syrie correspond à ses intérêts traditionnels et présents au Moyen-Orient. Non seulement cette région est proche des frontières russes mais, en plus, la menace que l'extrémisme islamiste fait planer sur le Caucase du Nord en fait une zone cruciale pour la sécurité de la Russie.

Si Moscou désire développer cette relation, son souhait de conserver de bons rapports avec tous les acteurs régionaux l'incite à tempérer son soutien à Damas. L'influence d'Israël et des États-Unis sur la politique syrienne de la Russie est indiscutable et pèse sur le niveau de soutien militaire que Moscou est prête à accorder à Damas. La Syrie n'a pas trouvé en la Russie le champion qu'elle cherchait pour rivaliser avec le soutien américain à Israël. Par conséquent, bon nombre des souhaits les plus pressants de Damas ne sont pas satisfaits : le plateau du Golan reste sous occupation israélienne et même la détente limitée des relations avec l'Occident semble chanceler. Dans ce contexte, seule la Russie semble désireuse et capable de fournir à Damas un soutien et une protection plus ou moins efficaces. Les Syriens savent qu'ils ont intérêt à rééquilibrer leur statut international et à démontrer aux États-Unis qu'ils bénéficient du soutien de la Russie.

Quant à la Russie, son souhait de renforcer sa coopération avec la Syrie est lié à sa volonté de consolider son propre statut sur la scène internationale. La récente visite du président Medvedev à Damas et le soutien (verbal) appuyé de la Russie à la Syrie s'expliquent par l'aspiration de Moscou à accroître son influence. La Russie, qui éprouve des difficultés à renforcer son poids au Moyen-Orient, tente de devenir le seul acteur à maintenir un dialogue positif avec toutes les parties au conflit du Moyen-Orient. La Russie estime donc qu'elle joue un rôle plus concret et indépendant dans la résolution des problèmes du Moyen-Orient que les autres membres du Quartet. La voie syrienne représente une excellente occasion de le faire : comme le président Medvedev l'a déclaré, il a l'intention de « redémarrer » le processus de paix. La Syrie a des intérêts similaires, ce qui l'incite à renforcer le statut de la Russie en tant qu'acteur indépendant au Moyen-Orient. Ceci, à son tour, doit renforcer le statut de la Syrie dans la région.

Si aucune nouvelle guerre ne survient au Moyen-Orient, ces tendances vont probablement perdurer. En dépit du niveau modeste des échanges économiques et des reports ou refus constants de Moscou concernant tout transfert de technologie militaire sophistiquée, les rapports russo-syriens semblent aujourd'hui stables et correspondent plus ou moins aux besoins des deux parties. Leurs relations historiquement proches permettent à la Russie de rendre son image internationale plus consistante et d'agir là où les États-Unis ne le peuvent pas. La Syrie, quant à elle, dispose grâce à ces relations d'un partenaire prêt à la soutenir diplomatiquement même quand elle se trouve toujours isolée sur la scène internationale.